

**Iran - États-Unis - Communiqué
conjoint de la France, de
l'Allemagne et du Royaume-Uni**
(Paris, 13 octobre 2017)

Nous, chefs d'État et de gouvernement de la France, de l'Allemagne et du Royaume-Uni, prenons note de la décision prise par le président Trump de ne pas recertifier, devant le Congrès, le respect par l'Iran du Plan d'action global commun et nous sommes préoccupés par les implications qui pourraient en résulter.

Nous restons fermement attachés au Plan d'action global commun et à sa mise en oeuvre totale par toutes les Parties. La préservation du Plan d'action est dans notre intérêt de sécurité nationale partagé. L'accord nucléaire a été l'aboutissement de 13 années de diplomatie et a constitué une avancée majeure pour faire en sorte que le programme nucléaire iranien ne soit pas détourné à des fins militaires. Le Plan d'action global commun a été entériné à l'unanimité par le conseil de sécurité des Nations unies dans la résolution 2231. L'Agence internationale de l'énergie atomique a confirmé de façon répétée, grâce à son programme de vérification et de suivi à long terme, que l'Iran se conformait au Plan d'action. Par conséquent, nous encourageons l'Administration et le Congrès américains à prendre en compte les implications que leur décision aurait pour la sécurité des États-Unis et de leurs alliés, avant de prendre toute mesure susceptible de porter atteinte au Plan d'action - par exemple la réimposition envers l'Iran de sanctions levées en vertu de l'accord.

Tout en oeuvrant pour préserver le Plan d'action, nous partageons des préoccupations quant au programme de missiles balistiques de l'Iran et à ses activités dans la région, qui affectent également nos intérêts de sécurité européens. Nous sommes prêts à prendre de nouvelles mesures adéquates pour traiter ces questions, en étroite coopération avec les États-Unis et tous les partenaires concernés. Nous attendons de l'Iran qu'il s'engage dans un dialogue constructif pour cesser les actions de déstabilisation et oeuvrer en vue de solutions négociées.

Nos gouvernements ont pris l'engagement de veiller au maintien du Plan d'action global commun. Indépendamment, nous devons faire en sorte que nos préoccupations collectives plus larges soient prises en compte.

Nous avons demandé à nos ministres des affaires étrangères d'étudier avec les États-Unis les moyens d'avancer sur ces questions./.

(Source : site Internet de la présidence de la République)